

[Accueil / Faits divers](#)

EXCLUSIF. Suicide d'une employée municipale harcelée au travail : la mairie de Fonsorbes va dépenser 100 000 euros en audits internes

ABONNÉS 

Des centaines de personnes avaient participé la marche blanche organisée à Fonsorbes en hommage à Magali Darros le 14 novembre dernier / DDM - DDM - NATHALIE SAINT-AFFRE

**Faits divers, Toulouse, Haute-Garonne**

Publié le 14/04/2023 à 06:11

Écouter cet article

Powered by ETX Studio

00:00/03:03

Les élus de cette petite commune à l'ouest de Toulouse ne lésinent pas sur la dépense pour faire toute la lumière sur le suicide de Magali Darros, employée municipale, harcelée au travail. En tout, près de 100 000 euros, au frais du contribuable, devraient être versés à trois structures privées distinctes.

Le 25 avril, l'un des agents municipaux de la mairie de Fonsorbes, suspecté d'avoir poussé au suicide Magali Darros, la responsable entretien d'une école primaire de la commune, survenu le 29 août dernier, va passer en conseil de discipline. Françoise Siméon, la maire va demander sa révocation : « Il est actuellement en arrêt maladie et touche la moitié de son traitement, comme sa femme qui était la supérieure hiérarchique de Magali Darros. Nous allons aussi demander son licenciement. La date de son passage devant le conseil de discipline n'est pas encore fixée. »

A lire aussi : EXCLUSIF. Suicide d'une employée harcelée au travail : l'immense flop de l'enquête interne menée à la mairie de Fonsorbes

Pour bétonner le dossier, la majorité municipale ne lésine pas sur les dépenses aux frais du contribuable. Un audit sur les méthodes managériales à la mairie est mené actuellement par deux spécialistes du cabinet Ergotec. Montant de la facture : 56 250 euros HT « On a baissé nos prix standards parce que c'est une collectivité territoriale », explique Bernard Michez, cadre du cabinet. Représentants du personnel et élus s'accordent à dire que cet audit est conduit de manière remarquable. « Dans leurs conclusions, ils disent clairement que la tête de la municipalité ne pouvait ignorer le calvaire que subissait Magali », assure un délégué du personnel.

"Rien n'est encore signé"

L'enquête administrative censée déterminer les responsabilités de chacun dans le décès de la quinquagénaire s'est avérée être un terrible fiasco. Elle avait été confiée à un magistrat à la retraite. Elle a coûté 10 000 euros à la collectivité et ses premières investigations ont été jugées extrêmement médiocres. La maire a mis fin prématurément à sa mission sans qu'il rétrocède une partie de la somme versée. Françoise Siméon a puisé à nouveau dans le budget municipal. Elle va verser la bagatelle de 25 000 euros à un cabinet d'experts toulousain pour reprendre à zéro l'enquête du magistrat émérite. « Je dois voir ses représentants la semaine prochaine mais rien n'est encore signé. Ce sont

des professionnels aguerris qui donnent tous les gages de fiabilité. Les faits sont tellement graves qu'on ne peut pas se passer de cette enquête administrative », soutient-elle.

Me Morer, qui avec Me Lauga défend les intérêts de la famille de la défunte, estime au contraire que la reprise de cette enquête administrative va polluer « la seule qui compte et qui est celle menée par le parquet de Toulouse » : « Nous avons conseillé à nos clients de ne pas participer à cette enquête administrative. Elle ne peut que nuire aux investigations judiciaires en cours. Les témoins pourraient produire un double discours selon qu'ils aient affaire aux forces de l'ordre ou au cabinet d'audit. Et puis, ils pourraient avoir l'impression de parler aux vrais enquêteurs en s'adressant à des salariés d'une boîte privée, payée par la mairie. Or c'est uniquement aux gendarmes qu'incombe la charge de faire toute la lumière sur cette affaire. »

La famille de Magali Darros a lancé une cagnotte sur le web pour financer son action en justice

<https://www.leetchi.com/c/justice-pour-magali>



Sébastien Girardel
suivre ce journaliste

Voir les commentaires [ce fil de discussion ?](#)

Suivre ce fil

Réagir

